

Soutenance de mémoire de MA en sciences sociales- *pilier anthropologie* - de

Monsieur Samuel Sandoz

## **La labellisation IP-Suisse des producteurs de lait de Nestlé : un pas vers une autonomie retrouvée ?**

**Mardi 24 septembre 2019 à 10h30**

Institut d'ethnologie  
Saint-Nicolas 4 – 2000 Neuchâtel

Directeur de mémoire : Jérémie Forney  
Expert-e : Philip Balsiger

### **Résumé :**

Depuis le milieu des années 1990, les paysans suisses sont confrontés à une redéfinition rapide et profonde de la politique agricole nationale et, de fait, du rôle qui leur est attribué dans la société nationale et de leur identité collective. L'agriculture n'est plus envisagée sous le seul angle productiviste et doit désormais faire attention à son impact environnemental et paysager. A cela s'ajoute une pression croissante à réduire les coûts de production pour parvenir à faire face à la concurrence internationale.

Les labels alimentaires, tel qu'IP-Suisse, dont le nombre a explosé ces dernières années, offrent *a priori* une réponse à la fois à la baisse des revenus des agriculteurs, survenue dans ce contexte et à la redéfinition de leur rôle dans la société, en leur permettant de se distinguer par des pratiques agricoles qui se veulent plus respectueuses des ressources naturelles tout en leur garantissant un prix d'achat plus élevé pour leurs produits. L'approche volontariste des labels devrait en outre, en théorie du moins, contribuer à faire mieux accepter et ancrer plus durablement les mesures agri-environnementales dans le quotidien des agriculteurs que celle de l'Etat, jugée dirigiste et intrusive.

En 2017, Nestlé a décidé de passer tout le lait servant à la fabrication des chocolats de la marque Cailler sous le label lait des prés IP-Suisse.

Dans ce travail, j'étudie quels ont été les impacts de cette nouvelle labellisation sur l'autonomie des producteurs de lait de Nestlé, dans une chaîne de production agro-alimentaire où ils ont perdu leur pouvoir décisionnel au profit des transformateurs et des distributeurs. Je montre comment les mesures agri-environnementales mises en place par l'Etat et sur lesquelles s'appuie IP-Suisse pour fonder son action, de par leur volatilité et leur manque de cohérence apparents ne sont pas parvenues à constituer des repères stables et solides sur lesquels l'identité paysanne aurait pu se reconstruire durablement. Les paysans y perçoivent bien souvent une contradiction entre les buts affichés et les effets globaux, les empêchant d'y trouver du sens. La labellisation ne semble pas apporter de solution de ce côté-là. Les producteurs laitiers peinent ainsi à redéfinir parmi ce brouhaha quelles sont les bonnes pratiques agricoles et se concentrent donc sur celles qui leur permettent avant tout de survivre, la labellisation n'étant qu'un outil parmi d'autres.

De ce fait, tant que la gouvernance agri-environnementale se contentera de se concentrer uniquement sur le volet production de la nourriture au lieu de prendre en compte la chaîne alimentaire dans sa globalité, les mesures en faveur de la protection de l'environnement peineront à se montrer efficaces.

Les paysans ne peuvent pas préserver l'environnement tout seuls.